

Débats autour du monde

Quand le rêve russe de la France vire au tourment stratégique

Depuis le 24 février, les Français voient s'effondrer l'un des éléments clés de leur matrice de politique étrangère. La politique d'équilibre de Paris a perdu... l'équilibre et ne sait plus très bien à quel saint géopolitique se vouer.

Laure Mandeville

Depuis la fin du XVIII^e siècle, la France rêve de Russie. Culturellement, diplomatiquement. Et parfois même politiquement, comme à l'époque de nos passions communistes ou celles plus récentes qu'ont nourries l'extrême droite et la droite nationaliste zemmourienne pour le supposé modèle de « l'homme fort » incarné par Poutine.

Dans ce rêve « romantique » d'une grande alliance entre Paris et Moscou, qui, comme en a témoigné le comportement d'Emmanuel Macron malgré l'invasion de l'Ukraine, persiste de manière étonnamment tenace jusqu'au sommet de l'État français, s'entrelacent pêle-mêle la fascination de la grande littérature russe de Pouchkine à Dostoïevski, le mystère et la beauté saisissante des coupes dorées des églises orthodoxes, la tradition mythique des ballets russes, la grande musique de Prokofiev et de Tchaïkovski, ainsi que la dureté envoûtante d'une terre prise durant huit mois dans les neiges glacées ; le contraste aussi, entre cette dureté et la chaleur de l'accueil qu'y reçoit presque toujours le voyageur français (car il y a en Russie un rêve français comme il y a un rêve russe en France). S'y ajoute le rêve gaullien d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural, exprimé en 1966, mais resté avorté en raison de la rechute du despotisme russe. Un despotisme des « tsars du Nord », qui n'en joue pas moins lui aussi un rôle central dans nos fascinations. Aujourd'hui encore, certains manifestent un attrait puissant pour la force débridée du maître du Kremlin, à l'heure de l'aboulie de notre démocratie fatiguée. *Le Mage du Kremlin*, roman de Giuliano da Empoli, qui fait plonger le lecteur dans les ressorts cyniques et brutaux du pouvoir de Poutine tout en faisant appel à toutes les images d'Épinal de notre imaginaire, aurait-il connu un tel succès sans ce tropisme russe des Français ?

Curieux paradoxe, ce mélange de crainte et d'attrance que nous inspire la Russie n'a jamais généré un désir de connaissance approfondi. Comme le note l'ancien diplomate soviétique Alexandre Melnik, « *la France aime la Russie inconditionnellement, mais ne la comprend pas* ». « *Nous avons aimé ou haï la Russie d'un amour de tête ou de cœur, en projetant sur elle les passions françaises, sans avoir pris la peine de la connaître comme elle est vraiment* », confirme le grand historien Alain Besançon (1). « *Notre posture est plus dans l'affect, dans*

l’idée que nous nous faisons de la Russie et de nous-mêmes, que dans la réalité, même si nos décideurs politiques aiment à se réclamer du “réalisme” », se désole un diplomate français spécialiste du dossier.

La passion française pour les « tsars du Nord » prend vraiment racine sous Catherine II. Tandis que la jeune tsarine d’origine allemande s’enthousiasme pour les Lumières, nos philosophes encyclopédistes vont s’amouracher de cette « Sémiramis » du Nord, croyant avoir trouvé un modèle d’« autocratie éclairée » dans les neiges de Russie. Loin des yeux, près du cœur. Ses tentatives de réformes vont les éblouir, menant à un « mirage russe », note Besançon. Ainsi Voltaire va-t-il entretenir une correspondance de ministre avec la tsarine. Il faut relire leurs lettres, pour avoir une idée de la passion assez aveugle du philosophe de Ferney. *« Il n’en finit pas d’encenser “l’immortelle” comparant la Russie à un “paradis terrestre” »,* explique l’historien Emmanuel de Waresquiel. *« On reste un peu coi de telles louanges, car au même moment, Catherine II s’apprête à envahir la Pologne, avant d’occuper la Crimée »,* remarque Waresquiel. Dans cette période d’illusion sur l’eupéanisation de la Russie, Talleyrand est l’un des rares à garder ses distances, note-t-il. *« La Russie n’a jamais été fiable »,* écrit le « vieux diable » dans ses Mémoires, craignant *« les envahissements russes »* à travers l’Europe. Des idées bien différentes de celles de Voltaire et de Diderot. Ce dernier ira jusqu’à faire le voyage de Russie en 1773 pour prodiguer ses conseils politiques, que Catherine recevra comme un *« babal déconnecté »* tout en l’entourant d’attentions. *« Catherine a mis de l’habileté, de la séduction et de l’argent pour encourager le parti “philosophique” dans sa vision prorusse »,* écrit Besançon. Une remarque qui nous rappelle l’ancienneté de la tradition d’influence, voire de corruption de nos élites, pratiquée par la Russie.

Oppression et corruption

Au XIXe siècle, ce sont les récits russes des rescapés de la Berezina puis surtout le « moment Custine » qui font partiellement voler en éclats le rêve des philosophes. En 1839, après un voyage originellement destiné à faire un éloge du despotisme russe, le marquis Astolphe de Custine publie un pamphlet ravageur qui peint avec une acuité féroce les traits d’un pays plongé dans la duplicité, l’oppression et la corruption. L’impact est immédiat. Quand éclate la guerre de Crimée, mettant la France et la Russie face à face, l’historien diplomate Louis Léouzou Le Duc se réjouit de ce que l’opinion secoue lentement ses préjugés prorusses. *« La Russie avait si bien réussi à enguirlander l’Europe. Tant d’hommes supérieurs se complaisaient dans l’adoration de son omnipotence et des hautes qualités qu’ils prêtaient à son gouvernement ! »,* écrit-il. Des considérations qui résonnent avec l’actualité là encore, quand on examine les textes pro-Poutine de la période pré-24 février 2022, vantant l’ordre qu’il aurait remis en Russie ou les mérites de « l’élite du FSB » comparée par certains experts à l’énarchie française...

La défaite de la France contre la Prusse va changer la donne. Battu à Sedan, Paris choisit

« l’alliance de revers » entre la IIIe République et la Russie tsariste, pour faire obstacle au péril allemand. Alexandre III est reçu avec faste. Ce rapprochement suscite aussitôt un fort regain d’intérêt pour le développement économique russe. Les Français pressés par leur gouvernement, et une presse largement corrompue par la police secrète Okhrana, investissent massivement dans les Emprunts russes sans voir venir la catastrophe de la révolution bolchevique dont accouche la guerre. En 1917, la France perd son allié tsariste, qui est venu à sa rescousse en 1914 avant d’être englouti par la tourmente rouge. Mais, rebondissement fascinant, le concept d’« alliance de revers », et d’une France se pensant désormais « puissance d’équilibre » à défaut d’être l’un des Grands, va persister.

C’est le cas dès l’entre-deux-guerres dans une gauche happée par « *la grande lueur qui se lève à l’Est* ». La Russie bolchevique devient la nouvelle Mecque des intellectuels communistes français. Dès lors, des vagues de centaines de compagnons de route de Lénine et Staline, déferlent sur l’URSS pour la peindre en paradis du prolétariat mondial, alors même qu’elle sombre dans l’enfer totalitaire. Pendant la guerre, la nécessité de vaincre Hitler avec l’aide de Staline, remet à l’honneur le concept d’alliance de revers. Communistes et gaullistes s’empresseront d’oublier le pacte germano-soviétique parce que l’URSS prend une part décisive et héroïque dans l’écrasement du nazisme. Dès son voyage de 1944 à Moscou, de Gaulle fait cependant glisser ce concept vers une nouvelle définition, ébauchant l’idée d’un contrepoids face à la puissance montante des États-Unis. Mais contrairement à ce que semblent penser les néogaullistes pro-poutiniens, jamais le général de Gaulle n’aura d’illusions sur le régime soviétique, même s’il voyait pointer sous son masque « *la Russie éternelle* ». Il sort certes la France de l’organisation militaire de l’Otan. Mais il ne renoncera jamais à la solidarité de l’Alliance, comme le montre son comportement résolument loyal au bord du gouffre nucléaire pendant la crise de Cuba. Le prisme de « la puissance d’équilibre » cherchant à exister dans les interstices de la confrontation Est-Ouest va survivre au général, sous Valéry Giscard d’Estaing puis sous Mitterrand. C’est cet attachement à la notion d’équilibre qui explique largement la manière dont François Mitterrand accueillera les ébranlements de 1989. Il faut lire à cet égard l’article si révélateur de Françoise Thom après l’ouverture des archives (2). Car si le président jouera son rôle d’allié loyal pendant la crise des euromissiles en 1982, il freine des quatre fers quand vient l’effondrement de l’URSS. Mitterrand « *n’aura de cesse* », notamment, « *de stigmatiser les Baltes lors de leur marche à l’indépendance* », écrit Thom : « *Les Litvaniens vont tout faire rater. Ils n’ont presque jamais été indépendants. Et quand ils l’ont été, c’était sous une dictature. Lamentables gens. Je comprendrais si Gorbatchev est obligé de réagir par la force* », lance-t-il à ses proches après la déclaration d’indépendance des Litvaniens de mars 1990. Et le 26 mars, il ajoute : « *Ce Landsbergis (le président du Parlement lituanien de l’époque, NDLR) est un fou. La Lituanie n’a aucune réalité. C’est la fin des rêves indépendantistes. Vous allez voir, tout le monde à l’Ouest va grogner, mais personne ne bougera le petit doigt pour défendre ces peuples.* » Des déclarations qui reflètent le mépris éclatant de Mitterrand pour les aspirations des nations de l’Europe orientale et son approbation

cynique des raisons impériales de Moscou.

Cette condescendance de Paris vis-à-vis de l'Europe orientale a persisté. « *Alors que la France avait été en pointe pour ouvrir un consulat à Kiev, par exemple, l'Ukraine est ainsi demeurée largement "un impensé" à Paris après 1991 vu que les lunettes restaient russes* », note le philosophe ukrainien Constantin Sigov. Mais la priorité à la Russie ne s'est même pas accompagnée d'une politique sérieuse. Toujours en retard d'un train, misant sur Gorbatchev, quand Eltsine avait déjà la main, puis sur Eltsine alors que son régime sombrait dans les luttes oligarchiques, la France s'est contentée de répéter superficiellement qu'il ne fallait pas « humilier » la Russie, plaidant pour l'intégrer au Conseil de l'Europe dès 1996 alors qu'elle avait bombardé son Parlement à coups de canon puis écrabouillé la Tchétchénie séparatiste. Alors que la Russie pataugeait dans les ruines du communisme, l'indulgence réclamée par Boris Eltsine, pouvait sans doute être comprise même si elle s'avéra tragique. Mais nous nous sommes obstinés dans notre politique d'apaisement, alors même que les Est-Européens nous avaient prévenus des risques. Certes, nous n'étions pas les seuls. L'Occident tout entier peinait à aider la Russie, suggérant des recettes de réformes brouillonnes mais ignorant la fermeture des archives et le retour en force des hommes des services spéciaux FSB derrière Eltsine.

L'Amérique de Clinton n'en écouta pas moins Vaclav Havel, Lennart Meri et Adam Michnik, quand ces grandes figures de la dissidence firent le siège du Congrès et de la Maison-Blanche pour qu'on leur ouvre les portes de l'Otan. Pas nous ! Nous étions réticents, par peur « *d'humilier la Russie* ».

Quand Vladimir Poutine surgit, tel un chat noir sorti d'un sac, pour prendre la succession d'Eltsine à la faveur de mystérieux attentats terroristes sur lesquels planait l'ombre du FSB en 1999, nous avalons aussi le scénario sans broncher, malgré les 200 000 morts de la deuxième guerre de Tchétchénie, et le grand verrouillage.

« **Démocratie autoritaire** »

À l'été 2001, Jacques Chirac se rend à Sotchi pour signifier à Poutine que la France est prête à une relance de la relation. « *La Russie est une démocratie autoritaire* », explique en 2008 sans ciller l'ancien premier ministre Dominique de Villepin, appelant à comprendre Moscou, alors que les chars russes ont déboulé en Géorgie. Nicolas Sarkozy avait promis de durcir le ton. Mais après avoir négocié avec les Russes en tant que président de l'UE, pour stopper l'attaque, il s'endort sur ses « lauriers », misant sur le président Dmitri Medvedev, ce « libéral » dont on découvre aujourd'hui qu'il s'est métamorphosé en fanatique. Sarkozy néglige le fait que Medvedev reste en réalité la marionnette du « premier ministre » Poutine, qui lui a laissé la place pour un mandat. Malgré sa brutalité lorsqu'il menace de pendre le président géorgien Saakachvili « *par les c...* » lors de leurs entretiens, comme le rapportera le reporter Vincent Jauvert, Sarkozy signera même un accord pour la fourniture de navires de guerre Mistral à

l'armée russe, contre l'avis de ses diplomates et de ses services de renseignement, nous précise une source proche du dossier. Il faudra maintes discussions internes pour que son successeur François Hollande annule le contrat. Encouragé, Poutine va pousser son avantage. Il impose sa version des faits sur l'encerclement otanien dont la Russie aurait supposément été la victime, pour justifier ses agressions. Il se met aussi à exploiter nos faiblesses culturelles et politiques et à créer des réseaux, utilisant son art de la déstabilisation appris au KGB. On voit ainsi émerger chez nous tout un camp ouvertement pro-poutinien, « *le Poutintern* », ironise l'historienne Françoise Thom, en allusion à tous les partis d'extrême droite et populistes européens qui se rallient à la bannière russe. Il est vrai que Poutine joue sur les insuffisances patentées de nos politiques et nos peurs, celles des attentats islamistes, ou des folies des déconstructeurs woke. Se posant en rempart du conservatisme chrétien, alors que la Russie est un pays d'anomie, de violence et de mensonge où l'on peine à déceler en politique « les valeurs chrétiennes », il attire l'extrême droite et la droite nationaliste, qui rejettent la supposée « vassalisation » américaine. L'extrême gauche mélenchoniste semble elle aussi séduite, par antiaméricanisme et anticapitalisme. Des officines grassement payées par le Kremlin et des usines à trolls alimentent cet enthousiasme. En 2019, entre 30 % et 40 % des Français, en plein spleen démocratique, se disent tentés par une main forte « *comme Poutine* ». Au début de la campagne présidentielle de 2022, les cinq principaux candidats affichent d'ailleurs tous un « tropisme russe ». Chez Eric Zemmour et Marine Le Pen, cela tient carrément de l'aveuglement, puisque le premier dit rêver pour la France d'un « Poutine français » et annonce vouloir « *s'affranchir de la tutelle américaine* » pour se tourner vers Moscou, tandis que la seconde veut sortir non seulement de l'organisation militaire intégrée mais aussi de l'Alliance atlantique pour lui substituer une alliance militaire avec Poutine (rétrospectivement, cela fait froid dans le dos). Jean-Luc Mélenchon considère, lui, que « *la Russie de Poutine est un partenaire* », et que « *ce sont les États-Unis qui sont dans la position agressive* ». Même Valérie Pécresse et Emmanuel Macron, bien que beaucoup plus modérés dans leur tropisme russe, veulent croire au maintien d'une forte relation avec Poutine. Après le 24 février 2022, notre président va d'ailleurs afficher son désir persistant de dialogue russe, court-circuitant l'avis majoritaire du corps diplomatique français, qu'il a déjà traité « *d'État profond* » et accusé de freiner l'ouverture. C'est d'autant plus surprenant que les Français, eux, se rangent à près de 79 % du côté de l'Ukraine, dont le patriotisme et l'héroïsme les inspirent plus que les « orques » du Kremlin.

Le camp des réalistes

C'est en fait dans les élites que se situent les résistances. Emmanuel Macron n'écoute pas seulement son instinct du « en même temps » qui lui fait croire qu'il peut aider l'Ukraine tout en ménageant la Russie, et être « *Chamberlain et Churchill à la fois* » pour reprendre la formule cruelle de Pascal Bruckner. Il se coule dans la matrice « mitterrando-gaulliste » de la politique d'équilibre dont lui parlent différents « visiteurs du soir », comme Hubert Védrine ou Nicolas

Sarkozy. Cela donne un drôle de tangage, qui revient à chevaucher à la fois la ligne d'un soutien appuyé à l'Ukraine en liaison avec ses alliés américains et européens ; et à téléphoner au moins 100 fois (!) - avouera fièrement l'Élysée - à Poutine, pour un résultat introuvable (excepté qu'il légitime le maître du Kremlin). Le président Macron reste si convaincu par ce dialogue qu'il accepte de le mettre en scène dans un documentaire, malgré la gravité du moment. « *On est stupéfait et inquiet de ces allers-retours et des propos du président français sur l'humiliation russe ou les garanties de sécurité pour Moscou en pleine agression, même si on fait confiance à la France* », confie une diplomate estonienne, traduisant la colère et la perplexité de l'Europe de l'Est. « *On n'arrive pas à voir si c'est seulement de la maladresse ou plus grave, on observe* », dit-elle.

C'est le camp des « réalistes » qui a offert à Macron l'emballage idéologique de sa position mouvante. Le « réalisme » est en effet à la mode dans le monde stratégique français, qui ne jure plus que par Henry Kissinger. La présidence Obama, qui a ouvert « le moment réaliste » de l'Amérique, a de ce point de vue fait des émules. Pour de bonnes raisons, puisqu'il s'agissait de calmer l'interventionnisme des néoconservateurs après le désastre d'Irak. Mais sur la question russe, la posture kissingérienne est beaucoup moins convaincante, notamment parce que Kissinger a fréquenté Poutine depuis une quinzaine d'années sans voir venir l'ouragan russe qui a mis le feu à l'Europe le 24 février, sous-estimant au contraire le durcissement interne. « *Les réalistes voient les États comme des boîtes noires dont il ne faut pas se soucier, ils ont tort* », note Patrick Wajzman, rédacteur en chef de *Politique Internationale*. En France, c'est cette position « réaliste » qu'exprime régulièrement l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine et toute une série de stratèges français comme Maurice Gourdault-Montagne, Pascal Boniface ou Pierre Lellouche, au motif essentiel que l'on doit certes aider l'Ukraine, mais surtout empêcher l'escalade et ménager la Russie « *qui ne va pas déménager* » face à une « *guerre américaine* » qui va affaiblir l'Europe. Le président de l'Ifri Thierry de Montbrial, se contente pudiquement de suggérer un « *équilibre des intérêts* » pour appeler à un accord rapide avec Poutine. Mais quelle couleuvre à faire avaler aux Ukrainiens la formule implique-t-elle ?

Cet équilibre devrait-il consacrer, comme Montbrial le suggère, l'abandon par l'Ukraine de quelque 20 ou 25 % de son territoire à une force russe qui répète que « *l'Ukraine n'existe pas* » ? « *L'un des problèmes*, note le député Benjamin Haddad, qui fait partie des faucons du groupe Renaissance, *c'est que ces réalistes ont été des naïfs. Ils n'ont pas vu venir la guerre et ont passé leur temps à relativiser la menace russe, en répétant qu'on n'était pas face à des mangeurs d'enfants et que les Américains étaient les vrais va-t-en-guerre* ». « *Une telle erreur exige un changement de logiciel profond* », insiste-t-il, estimant que « *le réalisme n'est pas le relativisme moral ou la soumission à la loi du plus fort. C'est le fait de confronter les menaces* ». Haddad appelle à revisiter le réalisme exigeant d'Aron, de Gaulle et même Kissinger, qui vient d'ailleurs de concéder qu'il faudra intégrer l'Ukraine dans l'Otan vu l'agressivité russe. Les

tenants du réalisme français « *nagent en pleine irréalité* », déconnectés de ce qui se passe en Russie, estime l'écrivain Igor Gran, fils du grand dissident Andreï Siniavski, qui pointe l'effrayant iceberg d'un nouveau fascisme russe dans son *Z comme zombie*. « *Leur cécité cache en réalité un cynisme, car ils croient encore qu'ils n'ont rien à craindre, sans comprendre que l'Europe sera un Titanic si elle cède* », ajoute le philosophe Constantin Sigov. Le grand spécialiste polonais de la Russie Andrzej Nowak dénonce surtout le prisme impérial desdits réalistes : « *Dire que l'élargissement de l'Otan a déclenché l'agression, revient à dire que les petites nations n'ont pas le même droit au libre choix de leur destin que les grandes. Est-ce le monde néo-impérial que souhaite la France universaliste ? Ce n'est pas l'Otan qui a avancé vers les frontières de la Russie, ce sont les pays d'Europe orientale qui sont partis vers cette alliance défensive pour se protéger* », rappelle-t-il. Tout récemment, sur sa chaîne YouTube, l'ex-rédacteur en chef de la radio russe Écho de Moscou, Alexeï Venediktov exprimait la même idée, pour expliciter pourquoi Poutine avait envahi. « *Il nous a tous eus ! On voyait ses palais, la corruption de ses équipes, on en déduisait que c'était un homme de marchandages. Mais le plus important pour lui, c'était la revanche (sur la fin de l'URSS, NDLR) ! Poutine n'est pas Machiavel, c'est Savonarole.* »

Un diplomate français qui est au cœur du dispositif du Quai-d'Orsay sur l'Ukraine, estime que la myopie persistante de la France face à Poutine provient de la « *lecture hémiplegique que font les élites françaises du XXe siècle, dont ils n'ont retenu qu'un seul totalitarisme, le nazisme* ». « *La question du totalitarisme soviétique, qui n'a pas été purgée et qui resurgit au Kremlin aujourd'hui, leur échappe totalement, et c'est aussi vrai pour Macron par inexpérience* », pense-t-il. Dans un récent article du *Journal du dimanche*, le vice-amiral Patrick Chevallereau, chercheur à l'Iris, note que cette myopie s'étend à « *certaines milieux militaires* » traditionalistes, qui voient « *la Sainte Russie* » poutinienne comme « *une sorte d'allié civilisationnel face au Sud islamiste* ». « *Une confusion s'est installée entre les vertus de l'autorité... et une sorte de fascination pour l'autoritarisme* », met-il aussi en garde.

« **La peur de l'escalade** »

Heureusement, les choses changent très vite. Car même les plus myopes ont du mal à défendre un pouvoir poutinien dont les actes et mensonges effrayants balayaient les hésitations. Récemment, c'était le journaliste Jean-Dominique Merchet, longtemps favorable à une négociation avec Moscou, qui a reconnu, non sans courage, « *s'être trompé* ». Même chose pour le général Vincent Desportes, ex-patron de l'École de guerre, qui après avoir renvoyé Russes et Ukrainiens dos à dos en les comparant à « *des gamins dans une cour d'école* », exprime un soutien très clair à l'envoi de chars lourds en Ukraine.

Il reste encore de vraies résistances, comme celles qu'exprime avec force l'ancien ministre des Affaires européennes Pierre Lellouche au nom « *de la peur de l'escalade* ». Mais ces voix deviennent plus rares car elles n'offrent aucune réponse convaincante à l'agressivité de

Moscou. « *La peur de l'escalade qu'il exprime est surprenante car la supériorité de l'Otan est très dissuasive pour les Russes* », note une source diplomatique proche du renseignement français, qui ne croit pas à une montée aux extrêmes nucléaires. Un avis auquel fait écho David Ignatius dans le *Washington Post*, affirmant que l'équipe de Biden, qui ne croit « *pas à l'escalade* » en raison de l'avantage exorbitant de l'Otan, planche déjà sur l'après-guerre pour l'Ukraine.

Sur « l'après », la France, privée de son rêve russe, est en retard, comme si elle était prise de vertige stratégique en découvrant un monde qu'elle ne reconnaît plus. Orpheline d'un couple franco-allemand qui s'affaiblit, comme l'a montré l'épisode des chars Leopard géré en lien étroit par Berlin avec Washington et non avec Paris, surprise par la montée en puissance de l'Europe orientale et l'affirmation spectaculaire de l'Ukraine, qui changent l'équilibre du continent ; forcée d'enterrer son projet d'autonomie de défense européenne avec le grand retour de l'Otan, la France a perdu ses repères. « *Sa première tâche devra être de prendre la mesure du fait ukrainien et de l'importance de l'Europe orientale, attention à la tentation de s'accrocher au statu quo* », note l'ancien ambassadeur de France à Moscou Jean-Maurice Ripert. L'intellectuel franco-polonais Jan Potocki invoque « *une opportunité prometteuse de relancer l'axe polono-français* ». Pour un diplomate français spécialiste de la région, « *la France doit aussi s'appuyer sur la grande expertise des Est-Européens pour mettre sur pied une politique russe plus réaliste* ».

Antoine Arjakovsky, directeur des études à l'Institut Les Bernardins, pense que c'est dans une réflexion sur l'après-Poutine que devrait se projeter la France, pour surmonter ses déconvenues russes. Il évoque « *les illusions* » qu'ont nourries les milieux russophiles français, notamment émigrés, envers le régime poutinien. « *Il faut en tirer les conséquences* », dit Arjakovsky, qui a « *le sentiment qu'on est coincé entre une position qui ne voit l'avenir qu'avec le régime actuel et une autre qui parie sur la désagrégation* ». « *Nous sommes à nouveau en retard* », avertit-il, appelant à parier sur l'opposition libérale russe, qui est en train de s'unir et travaille sur un projet de sauvetage du pays, au cas où le régime s'effondrerait. L'Occident a « *un problème russe* » et va devoir réfléchir à la manière de le régler, au-delà de la guerre, pense aussi l'historien russe Andreï Zoubov, installé à Prague. « *Soit on optera pour une transformation ambitieuse de la Russie, une voie européenne russe, soit on aura une Corée du Nord dotée de 7 000 armes atomiques aux portes de l'Europe* », avertit-il.

(1) « Contagions », Les Belles Lettres (2) « La Marche à rebours », Sorbonne université presses